

Japon

A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

Le Japon compte 79 conventions fiscales en vigueur, comme l'indique sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs. Cinquante-sept de ces conventions sont conformes au standard minimum.

Le Japon a signé l'IM en 2017 et déposé son instrument d'acceptation le 26 septembre 2018. L'IM est entré en vigueur pour le Japon le 1er janvier 2019. Par la suite, le Japon a formulé des notifications supplémentaires afin d'élargir la liste conventions qui seront couverts aux fins de l'IM⁸². Les conventions qui seront modifiées par l'IM deviendront conformes au standard minimum une fois que les dispositions de l'IM auront pris effet.

Le Japon n'a pas notifié aux fins de l'IM ses conventions avec l'Arménie, le Bélarus, le Brésil, le Brunei Darussalam, le Sri Lanka, les États-Unis et la Zambie, qui n'ont pas adhéré à l'IM ou qui l'ont rejoint, mais n'ont pas notifié leurs conventions avec le Japon dans leur liste définitive de réserves et de notifications au titre de l'IM. Aussi, à ce stade, ces conventions ne seront pas modifiées par l'IM. Le Japon a indiqué qu'il notifierait ces conventions une fois que les partenaires conventionnels auront adhéré à l'IM et notifié leurs conventions avec le Japon dans leur liste définitive de réserves et de notifications au titre de l'IM, sauf dans les cas où la convention sera mise à jour par le biais de négociations bilatérales afin de la rendre conforme au standard minimum.

Le Japon a signé un instrument bilatéral de mise en conformité concernant sa convention avec l'Azerbaïdjan.

Le Japon a indiqué dans sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs que les conventions conclues avec l'Arménie, le Bélarus, le Brésil, le Brunéi Darussalam, le Sri Lanka et la Zambie ne soulevaient pas de préoccupations significatives en matière de chalandage fiscal au regard de sa juridiction.

Le Japon met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la déclaration du préambule et de la règle COP pour ses conventions conformes avec l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine (République populaire de), la Corée, les Émirats arabes unis, l'Équateur*, l'Égypte, la Finlande, Hong Kong (Chine), la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, Israël, la Jamaïque, le Kazakhstan, le Luxembourg, la Malaisie, le Maroc, la Norvège, Oman, le Pakistan, le Pérou, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la République slovaque, Singapour, la Serbie, la Slovénie, la Tchéquie, la Thaïlande, l'Ukraine et l'Uruguay. Le Japon met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la déclaration du préambule et de la règle COP associée à la règle LOB pour ses conventions conformes avec l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Colombie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la France, la Géorgie, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, l'Ouzbékistan, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse⁸³.

⁸² Le 14 février 2020 (Qatar), le 22 juillet 2020 (Oman), le 21 avril 2022 (Thaïlande) et le 20 juin 2023 (Viet Nam), le Japon a formulé des notifications supplémentaires afin d'élargir la liste conventions qui seront couvertes aux fins de l'IM.

⁸³ Pour ses conventions notifiées aux fins de l'IM, le Japon choisit d'appliquer la disposition de la déclaration du préambule (article 6 de l'IM) et la règle COP (article 7 de l'IM). Le Japon a formulé une réserve conformément à l'article 6(4) de l'IM afin de ne pas appliquer l'article 6(1) concernant les conventions qui contiennent déjà la version adéquate du préambule (une convention).

B. Conclusion

Aucune juridiction n'a signalé de préoccupation relative à ses conventions conclues avec le Japon.

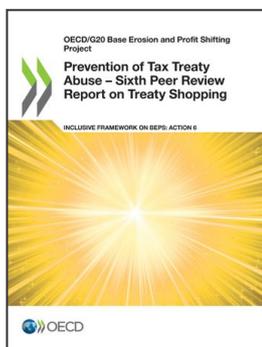
Synthèse de la réponse de la juridiction – Japon

	1. Partenaires de convention	2. Conformité avec le standard	3. Signature d'un instrument de mise en conformité	4. Recours à la disposition relative au standard minimum
1	Afrique du Sud	Oui, IM		COP
2	Allemagne	Oui, autres		COP + LOB
3	Arabie saoudite	Oui, IM		COP
4	Australie	Oui, IM		COP + LOB
5	Autriche	Oui, autres		COP + LOB
6	Azerbaïdjan	Non	Oui, autres	COP
7	Belgique	Oui, autres		COP + LOB
8	Bulgarie	Oui, IM		COP
9	Canada	Oui, IM		COP
10	Chili	Oui, autres		COP
11	Chine (République populaire de)	Oui, IM		COP
12	Colombie	Oui, autres		COP + LOB
13	Corée	Oui, IM		COP
14	Croatie	Oui, autres		COP + LOB
15	Danemark	Oui, autres		COP + LOB
16	Égypte	Oui, IM		COP
17	Émirats arabes unis	Oui, IM		COP
18	Équateur*	Oui, autres		COP
19	Espagne	Oui, autres		COP + LOB
20	Estonie	Oui, autres		COP + LOB
21	États-Unis	Non	Non	LOB détaillée
22	Fédération de Russie	Oui, autres		COP + LOB
23	Fidji*	Non	Oui, IM	COP
24	Finlande	Oui, IM		COP
25	France	Oui, IM		COP + LOB
26	Géorgie	Oui, autres		COP + LOB
27	Hong Kong (Chine)	Oui, IM		COP
28	Hongrie	Oui, IM		COP
29	Inde	Oui, IM		COP
30	Indonésie	Oui, IM		COP
31	Irlande	Oui, IM		COP
32	Islande	Oui, autres		COP + LOB
33	Israël	Oui, IM		COP
34	Italie	Non	Oui, IM	COP
35	Jamaïque	Oui, autres		COP
36	Kazakhstan	Oui, IM		COP
37	Koweït	Non	Oui, IM	COP
38	Lettonie	Oui, autres		COP + LOB
39	Lituanie	Oui, autres		COP + LOB
40	Luxembourg	Oui, IM		COP
41	Malaisie	Oui, IM		COP
42	Maroc	Oui, autres		COP
43	Mexique	Non	Oui, IM	COP

44	Norvège	Oui, IM		COP
45	Nouvelle-Zélande	Oui, IM		COP + LOB
46	Oman	Oui, IM		COP
47	Ouzbékistan	Oui autre		COP + LOB
48	Pakistan	Oui, IM		COP
49	Pays-Bas	Oui, IM		COP + LOB
50	Pérou	Oui, autres		COP
51	Pologne	Oui, IM		COP
52	Portugal	Oui, IM		COP
53	Qatar	Oui, IM		COP
54	République slovaque	Oui, IM		COP
55	Roumanie	Non	Oui, IM	COP
56	Royaume-Uni	Oui, IM		COP + LOB
57	Serbie	Oui, autres		COP
58	Singapour	Oui, IM		COP
59	Slovénie	Oui, autres		COP
60	Suède	Non	Oui, IM	COP + LOB
61	Suisse	Oui, autres		COP + LOB
62	Tchéquie	Oui, IM		COP
63	Thaïlande	Oui, IM		COP
64	Türkiye	Non	Oui, IM	COP
65	Ukraine	Oui, IM		COP
66	Uruguay	Oui, autres		COP
67	Viet Nam	Non	Oui, IM	COP

Autres conventions

	1. Partenaires conventionnels	2. Membre du Cadre inclusif
1	Arménie	Oui
2	Bangladesh*	Non
3	Bélarus	Oui
4	Brésil	Oui
5	Brunei Darussalam	Oui
6	Kirghizistan*	Non
7	Moldova*	Non
8	Philippines	Oui
9	Sri Lanka	Oui
10	Tadjikistan*	Non
11	Turkménistan*	Non
12	Zambie	Oui



Extrait de :

Prevention of Tax Treaty Abuse – Sixth Peer Review Report on Treaty Shopping

Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/36cebf8e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Japon », dans *Prevention of Tax Treaty Abuse – Sixth Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f7866d61-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.